

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(C.C.A.P)**

**N° DE MARCHE : MA 25 NA 0028**

**OBJET DU MARCHE :**

**Réparation des bris de glace de la flotte automobile Filiéris**

**Commun aux 3 lots**

*Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM*

**CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES**

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
1.1 - PRESENTATION DE FILIERIS .....	3
1.2. - OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.3 – ALLOTISSEMENT .....	5
1.4. – PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHÉ .....	5
1.5-DUREE DU MARCHÉ .....	5
1.6 - PARTIES CONTRACTANTES .....	5
<b>ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>6</b>
3-1 CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX .....	7
3-2 REVISION DES PRIX .....	7
<b>ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro. ....</b>	<b>7</b>
4.1. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	7
4.2. - REGLEMENT.....	8
<b>ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE POUR L’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 : EXECUTION DES PRESTATIONS ATTENDUES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 : TRANSFERT D’ACTIVITE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 : PROTECTION DES DONNEES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>9</b>
10.1 AVANCE .....	9
10.2 CESSION OU NANTISSEMENT .....	9
<b>ARTICLE 11- DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12- INSERTION SOCIALE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLES 13 : PENALITES .....</b>	<b>10</b>
Les pénalités sont dues sur simple constatation et ne font pas l’objet d’une mise en demeure préalable.....	10
<b>ARTICLE 14 : LITIGES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 16 : ASSURANCES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 17 : DEROGATION AUX CCAG FCS.....</b>	<b>11</b>

## ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

### 1.1 - PRESENTATION DE FILIERIS

La Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) est l'organisme gestionnaire du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. Elle a été créée par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

La CANSSM gère l'offre de santé Filieris qui délivre des soins et de l'accompagnement dans les territoires où elle est présente.

La CANSSM - Filieris est placée sous la tutelle du Ministère du Travail, de la Santé, des solidarités et des Familles.

La CANSSM - Filieris est dotée d'un conseil d'administration et d'un directeur général. Le Président du Conseil d'administration de la CANSSM est M. Philippe GEORGES. Le Directeur Général de la CANSSM est M. Gilles de LACAUSSADE. La Caisse autonome nationale est administrée par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants et anciens exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

La CANSSM - Filieris est constituée d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois services territoriaux, également appelés Directions régionales (DR), sont situés à Lens pour la DR du NORD, à Metz pour la DR de l'EST, à Alès pour la DR du SUD.

La gestion des activités de prestations de sécurité sociale a été progressivement déléguée à d'autres organismes : Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour l'assurance vieillesse et invalidité, Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour l'assurance maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles. La CANSSM reste garante du respect des droits des affiliés en application des règles propres au régime minier et de la qualité du service rendu aux assurés.

L'offre de santé Filieris est composée au 1<sup>er</sup> janvier 2025 de :

- **130** centres de santé (avec antennes), dont **110** centres de santé polyvalents principaux (pouvant comprendre plusieurs activités : médecine spécialisée, générale, soins infirmiers, kinésithérapie, dentaire) et **13** antennes et **7** centres de santé dentaires
- **22** établissements sanitaires et médico-sociaux :
  - 11 établissements de soins médicaux et réadaptation intégrant 3 unités de soins de longue durée (USLD)
  - 11 établissements médico-sociaux dont 6 EHPAD
- **16** services autonomie à domicile - Soins (services de soins infirmiers à domicile - SSIAD)

- **2** services autonomie à domicile - Accompagnement (services d'aide et d'accompagnement à domicile - SAAD)
- **15** pharmacies
- **1** centre d'optique
- **1** service de matériel médical
- **1** centre de vaccination
- **1** centre d'examens de santé
- **1** centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant :  
<http://www.filieris.fr>

## 1.2. - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la réparation des bris de glace de la flotte automobile de Filieris.

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent aux Cahier des Clauses Particulières (CCTP), applicable au présent marché, ainsi que dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U) de l'acte d'engagement.

« Filieris étant très attachée à la politique RSE, l'attention des candidats est rappelée sur l'article L.3-1 du code de la commande publique et sur la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ».

## 1.3 – ALLOTISSEMENT

Le marché comporte 3 lots

- Lot 1 - Etablissements de l'Est : 54, 55 57, 68
- Lot 2 - Etablissements du Nord : 59, 62
- Lot 3 - Etablissements du Sud : 13, 30, 34, 38, 42, 63, 83, 12, 31, 64, 81, 49

## 1.4. – PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHE

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L2123-1-1°, R2123-1.1° et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.

Le présent marché correspond un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande**, sans montant minimum et avec **un montant maximum de 60 000 € HT sur la durée globale du marché, à savoir 12 mois**, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et 2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commande qui seront conclus seront formalisés au fur et à mesure des besoins (articles R 2162-13 à R 2162-14 du code de la commande publique).

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

## 1.5-DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Par dérogation à l'article 2162-5 du code de la commande publique, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché

## 1.6 - PARTIES CONTRACTANTES

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE  
DANS LES MINES  
77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la ou les- personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur, toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination.

## ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS:

### - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes :
  - Annexe 1 : Bordereau des prix des prix unitaires (B.P.U)
  - Annexe 2 : Cadre de réponse technique (C.R.T).
- Le présent cahier des clauses Administratives particulières (CCAP)
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les bons de commande
- Le catalogue

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les dérogations du CCAG-FCS sont mentionnées dans le dernier article du CCAP.

### - Pièces générales

- Le code de la commande publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 janvier 2021, **qui bien que non joint est réputé être connu du titulaire.**
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

## ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

### 3-1 CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le candidat dans l'annexe financière (Annexe 1 de l'ATTR11) ou le catalogue, dont les prix unitaires sont exprimés en euros et en HT.

Les modalités concernant le prix sont prévues à l'article 10 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

Ces prix comprennent notamment toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les charges de personnel, les charges fiscales et parafiscales, les frais induits par les opérations administratives (notamment secrétariat, reprographie, affranchissement des courriers), les frais de restaurations et de déplacements, ainsi que les produits utilisés par le prestataire pour assurer sa mission.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

### 3-2 REVISION DES PRIX

Le marché est conclu à prix unitaires (€ HT) et l'ensemble des prix unitaires mentionnés au bordereau de prix sont ferme.

## ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro.

### 4.1. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

**Les factures seront obligatoirement transmises sous forme dématérialisée, sur la plateforme CHORUS pro.**

Elles devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- - **Le numéro du marché dans le libellé du fichier**
- - **Le numéro SIRET 775 685 316 000 17** et le code service chorus concerné. Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :  
<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique.gouv.fr>

Elles devront indiquer :

- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la nature des prestations réalisées,
- leur montant H.T. et T.T.C. ainsi que le taux de la TVA.

#### **4.2. - REGLEMENT**

Le mode de règlement choisi est le virement. Le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la facture par la CANSSM. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Tout dépassement de ce délai donnera lieu à l'application d'intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, et ce, à compter du jour suivant l'expiration du délai. L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euro

#### **ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les bons de commande sont émis par les services suivants :

Direction régionale NORD FILIERIS  
13 rue du 14 Juillet 62300 Lens

Direction régionale EST FILIERIS  
1 rue Pont à Seille 57000 METZ

Direction régionale SUD FILIERIS  
2 avenue Bouloc-Torcatis 81400 CARMAUX

#### **ARTICLE 6 : EXECUTION DES PRESTATIONS ATTENDUES**

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

#### **ARTICLE 7 : TRANSFERT D'ACTIVITE**

Le titulaire du marché s'engage à informer la CANSSM sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption ... etc.) de nature à affecter l'exécution des prestations.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du présent marché, notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par la CANSSM, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au représentant du pouvoir adjudicateur :

- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le procès-verbal relevant la décision de l'opération ;



- Le K-bis de la nouvelle société,
- Un RIB
- Les imprimés DC 1, DC 2, NOTI 2 du futur titulaire,
- Une attestation de pouvoir engager la société le cas échéant.

## **ARTICLE 8 : PROTECTION DES DONNEES**

Si la réalisation des prestations induit le traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative au traitement des données à caractère personnel, et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du parlement Européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données. Le cas échéant, et préalablement à la mise en œuvre de tout traitement de données à caractère personnel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché se rapprocheront, afin de formaliser les obligations que le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre pour que le traitement des données personnelles concernées soit conforme au RGPD ;

Le DPO de Filieris peut-être contacté à l'adresse : [dpo@filieris.fr](mailto:dpo@filieris.fr)

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **10.1 AVANCE**

Le régime de l'avance est défini aux articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -12 du CCP. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance

### **10.2 CESSION OU NANTISSEMENT**

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

## **ARTICLE 11- DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le titulaire devra, dans le cadre du marché, s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en matière de :

- Gestion des déplacements et des interventions ;
- Sensibilisation/formation du personnel
- Produits utilisés, gestion des déchets

## **ARTICLE 12- INSERTION SOCIALE**

Au terme du présent contrat, le candidat a la possibilité de mettre en œuvre une action d'insertion sociale qui sera valorisé dans le cadre de l'analyse des offres (voir élément du Cadre de réponse Technique). Auquel, cas tout engagement porté par le candidat dans le CRT, sera opposable à ce dernier pendant toute la durée du marché.

Dans ce cadre, le Titulaire pourra faire appel, dans l'exécution des prestations objet du marché, à une ou des personnes relevant des catégories suivantes :

- Travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ;
- Jeunes dans le cadre de stage ;
- Jeunes diplômés ;
- Personne en réinsertion professionnelle.

### **ARTICLES 13 : PENALITES**

Les pénalités sont dues sur simple constatation et ne font pas l'objet d'une mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

- Retard dans l'exécution des prestations : 10 % du montant dû par jour de retard,
- Retard dans le délai d'intervention « urgente », sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre : 20 % du montant dû par heure de retard,
- Utilisation de produits non autorisés : 20 € par cas constaté.

### **ARTICLE 14 : LITIGES**

Par dérogation à l'article 37 du CCAG/FCS, en cas de litige les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal Judiciaire de Paris, parvis du tribunal de Paris – 75859 Paris Cedex 17).

### **ARTICLE 15 : RESILIATION**

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

En cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

### Défaillance :

La CANSSM appliquera les stipulations de l'article 36 du CCAG/FCS, à savoir l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier de la prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit dans l'attente du résultat de la procédure engagée suite à la résiliation du marché en application de l'article 32 du CCAG/FCS.

En cas de travail dissimulé, le marché pourra être résilier pour faute du titulaire.

### **ARTICLE 16 : ASSURANCES**

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels, documentation, ...) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

### **ARTICLE 17 : DEROGATION AUX CCAG FCS**

<b>Article(s) du CCAP</b>	<b>Objet</b>	<b>Article du CCAG/FCS</b>
1.3	Durée	Dérogation au CCP
2	Pièces du marché	4
13	Pénalités	14
14	Litiges	37
15	Résiliation	29